

LE PARTENARIAT ENTRE L'ÉQUIPE EUROPE ET LE BURUNDI : UN ENGAGEMENT SUR LE LONG-TERME



AMBASSADE DE BELGIQUE



Ambassade
de la République fédérale d'Allemagne
Bujumbura


AMBASSADE
DE FRANCE
AU BURUNDI
*Liberté
Égalité
Fraternité*

 Netherlands

Sommaire

**Mots des
ambassadeurs**



**Coopération
UE - Burundi**



**Coopération
Belgique- Burundi**



**Coopération
Allemagne - Burundi**



**Coopération
France - Burundi**



**Coopération
Pays-Bas - Burundi**

Photo de couverture: Akeza Creative Studios

Crédits photo Union européenne: Couverture : Akeza Creative Studios | Santé : ENABEL | Femmes, Jeunes, Société civile : UE | Agriculture » : WHH | Energie : UE | Environnement : ENABEL | Résilience : AVSI

Crédits photo Belgique : Couverture: Projet PAIOSA (2018) Enabel | Agro-écologie au service de l'agriculture familiale : Entraide et Fraternité | Formation pour les premiers secours: Rode Kruis Vlaanderen | Projet ACFPT : Enabel

Crédits photo Allemagne : Couverture : Ambassade d'Allemagne | Santé : Cordaid | Eau : BGR | Champs d'Action : BGR | Engagement global : Fondation Stamm | Éducation : Ambassade d'Allemagne

Crédits photo France : Ambassade de France et Akeza Creative Studios | IFB | Kibuuka Mukisa Oscar - AFD

Crédits photo Pays-Bas : Couverture: Ambassade Pays-Bas, 2019 | Yaga | PSI | VNG | ICRC





Mot des ambassadeurs

L'UE et le Burundi ouvrent un nouveau chapitre prometteur dans leurs relations: l'Union européenne a officiellement mis fin à la procédure de l'article 96 et a enclenché le rétablissement des relations structurées par l'accord de Cotonou.

Cette décision est l'aboutissement d'un processus de dialogue politique entamé après les élections générales de mai 2020 et fait suite aux réformes lancées par le Président Evariste Ndayishimiye depuis le début de son mandat en 2020 en matière économique, de lutte contre la corruption et de gouvernance.

Avec l'Equipe Europe, l'Union européenne et ses quatre Etats membres présents au Burundi, l'Allemagne, la Belgique, la France et les Pays-Bas, se regroupent dans la perspective de soutenir davantage les efforts des autorités burundaises.

Suivant la devise de l'Union européenne « Unis dans la diversité », l'Equipe Europe s'appuie sur des valeurs communes et une vision stratégique partagée avec le Burundi qui se traduit concrètement dans des initiatives communes, constituant une part essentielle de l'action de l'Union européenne et des Etats membres au Burundi. Avec un appui coordonné et plus significatif, l'Equipe Europe continue à

soutenir la presque totalité des secteurs prioritaires définis dans le Plan National de Développement 2018-2027.

Entre 2015 et 2021, les membres de l'Equipe Europe ont financé des programmes et des projets à hauteur de 908,2 millions USD, ce qui représente 33,3% des appuis financiers des partenaires au développement. Durant cette période, l'Equipe Europe s'est démarquée comme premier bailleur, et a toujours assuré un appui à la population burundaise.

L'Equipe Europe reste un partenaire solide et de premier plan du Burundi et continuera à l'accompagner dans ses réformes nécessaires en matière de gouvernance, d'Etat de droit, de droits humains, de prospérité et de paix. Les deux unions (l'Union européenne et l'Union africaine) ont une vision commune et un partenariat renouvelé en tant que voisins les plus proches par-dessus de la Méditerranée.

Cette brochure vous donnera un aperçu de nos très nombreux programmes de coopération qui marquent notre engagement au Burundi et qui sont l'incarnation de notre approche en tant qu'Equipe Europe.



Coopération UE - Burundi

L'Union européenne est un partenaire de longue date du Burundi (depuis 1978) et n'a jamais cessé d'accompagner le développement du pays. L'UE promeut des actions qui se veulent viables et durables dans le long terme et qui s'inscrivent dans une vision stratégique partagée avec le pays, et sur des secteurs essentiels tels que le développement rural, la nutrition, la santé, l'énergie, l'environnement, le genre et la jeunesse. La mise en œuvre des projets de l'UE est assurée par les Agences des Etats-membres de l'UE, des Organisations internationales, des ONG nationales et internationales, ainsi que des Organisations de la société civile.





Santé



L'UE a financé plusieurs programmes dans ce domaine afin d'améliorer l'état de santé de la population à travers le renforcement de la disponibilité, accessibilité et qualité des services de santé.

Le « Financement Basé sur la Performance » couplé à la gratuité de soins est le programme

phare de l'UE, qui prévoit le remboursement des prestations des formations sanitaires dans tout le pays, à hauteur d'environ 10 millions EUR par an.

Les différents programmes soutenus par l'UE permettent également d'appuyer la société civile dans l'amélioration du système de santé pour que les comités de santé (COSA) puissent jouer leur rôle de représentation de la population.

A titre d'exemple, en 2020, grâce au soutien de l'UE, plus de 400.000 accouchements ont été réalisés gratuitement par des professionnels de santé, presque 1.000.000 de femmes ont bénéficié de la planification familiale et 3,5 millions d'enfants de moins de 5 ans ont bénéficié de consultations curatives gratuites.

Femmes, jeunes et société civile

L'UE promeut le droit des femmes, le soutien aux jeunes et la participation des acteurs de la société civile au développement du pays.

L'UE a financé plusieurs programmes dans ces domaines afin de renforcer les organisations de la société civile dans la planification stratégique et la gestion, appuyer le développement de coopératives et la formation socio-professionnelle en particulier des jeunes et des femmes.

Ces programmes contribuent à la lutte contre la violence faite aux femmes et aux enfants, l'accompagnement des femmes violées pour leur réinsertion dans la société ainsi que des jeunes démunis et des plus vulnérables.



Dans ces dernières années, grâce au soutien de l'UE, plus de 150 organisations de la société civile burundaise ont bénéficié d'actions de renforcement des capacités, plus de 1.000 jeunes ont été accompagnés dans l'insertion socio-professionnelle et plus de 1.000 femmes violées ont été assistées du point de vue juridique et sanitaire.



Energie



réalisation de grandes infrastructures, comme la construction de barrages hydroélectriques et des lignes de transmission et distribution, ainsi que les interconnexions avec les pays voisins (Tanzanie, RDC et Rwanda). L'électrification en milieu urbain, notamment à travers un appui à la REGIDESO afin de garantir une continuité dans la production électrique, a aussi été financée par l'UE.

L'UE a financé plusieurs programmes dans ce domaine afin de renforcer l'accès à des services énergétiques (électrique et de cuisson propre) en milieu rural en faveur des ménages, des écoles, des centres de santé et des activités productives.

Parmi ces actions, l'UE soutient également la

Ces dernières années, grâce au soutien de l'UE, 4 mini-centrales hydroélectriques ont été réhabilitées, 16 mini-réseaux solaires ont été construits / sont en cours de construction, permettant d'électrifier plusieurs collines en milieu rural, et plus de 400.000 personnes en milieu urbain bénéficient d'électricité du réseau national.

Développement rural

L'UE a financé plusieurs programmes dans ce domaine afin d'améliorer de manière durable la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence des populations vulnérables, à travers le renforcement de la production et transformation agricole, la formation et l'organisation de groupements de producteurs, ainsi que l'appui aux activités génératrices de revenus.

L'UE soutient aussi l'adoption et la mise en œuvre de pratiques agricoles durables restaurant et améliorant la fertilité des sols. Ces actions comprennent également une composante de dépistage et prise en charge des cas de malnutrition, ainsi que d'amélioration de l'accès à des services d'hygiène, eau et assainissement de base.



Dans ces dernières années, grâce au soutien de l'UE, plus de 1.600 groupes d'épargne et crédit ont été créés, plus de 400.000 personnes ont été formées et appuyées en intrants agricoles, plus de 700 sources d'eau ont été aménagées et plus de 160.000 enfants de moins de cinq ans ont reçu des poudres en micronutriments.



Environnement



L'UE a financé plusieurs programmes dans ce domaine afin de protéger l'environnement et les ressources naturelles, et d'améliorer la prévention et l'éventuelle gestion des catastrophes naturelles à travers l'élaboration d'une cartographie des risques, de plans de contingence et d'aménagement du territoire.

Ces programmes permettent également de renforcer la couverture forestière, de mettre en place un système de gestion et de surveillance

tant de la qualité de l'eau que de la pêche illégale dans le Lac Tanganyika.

Parmi ces actions, l'UE soutient aussi la protection et la conservation de la biodiversité au niveau des différentes aires protégées du pays.

Grâce au soutien de l'UE, la station d'épuration des eaux usées de Bujumbura sera bientôt réhabilitée, l'aire protégée des monuments de l'Est a été équipée d'infrastructures de base pour l'accueil des visiteurs et 5 cartes des risques ont été élaborées pour la planification des interventions de protection aux catastrophes naturelles. Environ 300.000 personnes bénéficient aussi d'interventions d'aménagement du territoire et d'infrastructures de mitigation.

Résilience

L'UE a financé un vaste programme de renforcement de la résilience des populations du Burundi.

Ce programme multisectoriel touche plusieurs domaines à la fois : le développement rural, la nutrition, l'eau-hygiène-assainissement, la santé, l'énergie, le dialogue intra-communautaire, etc. afin d'améliorer de manière intégrée les conditions de vie des populations. Il s'articule sur 3 composantes: la composante « TWITEHO AMAGARA », qui cible l'ensemble de la population burundaise car consacrée à l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des soins de santé dans l'ensemble des districts sanitaires du pays ; la composante « UMUCO W'ITERAMBERE », visant à favoriser l'accès



à un service énergétique (électrique et de cuisson propre) de base, moderne et durable pour environ 0,5 millions de burundais et la composante « TUBEHONEZA » qui cible environ 2,4 millions de burundais et dont l'objectif est de réduire la malnutrition et l'insécurité alimentaire, de mieux gérer les catastrophes naturelles et de renforcer les liens intra-communautaires.

Coopération Belgique - Burundi

La solidarité belge au Burundi est restée parmi les plus importantes ces dernières années, à travers des programmes phares dans les secteurs de l'agriculture, la santé, l'éducation et la protection sociale, pour n'en citer que quelques-uns. Ces interventions sont exécutées par Enabel, l'agence belge de coopération au développement, et plus d'une vingtaine d'acteurs non gouvernementaux de renommée internationale.





Agriculture



La Belgique est très active dans le domaine de l'agriculture au Burundi. Elle accorde une importance particulière aux femmes, aux jeunes, aux agriculteurs et transformateurs familiaux, à l'agro-écologie, la gestion des sols et des forêts, ainsi qu'à la recherche. Une des interventions phares dans l'agriculture est le programme PAIOSA exécuté par Enabel.

L'objectif est l'augmentation et la meilleure valorisation des productions agricoles et d'élevage. Ceci permet de soutenir la croissance économique et contribuer à une

meilleure vie pour environ 450.000 bénéficiaires, dont 31% de femmes. La réhabilitation de dizaines de km de pistes, l'aménagement de milliers d'hectares dans l'Imbo et le Moso, l'augmentation significative de la production de riz et des revenus d'environ 35.000 producteurs, la mise en place d'infrastructures de stockage des récoltes et la croissance des chiffres d'affaires des coopératives appuyées par ce projet ne sont que quelques-uns des résultats impressionnants réalisés par Enabel via le PAIOSA.

La Belgique apporte en outre un soutien financier à plusieurs ONG belges qui œuvrent à renforcer les capacités de production agricole, l'intégration de l'agriculture et l'élevage, le fonctionnement des coopératives, l'usage des techniques agro-écologiques et la résilience des ménages vulnérables.

Aide humanitaire

La Belgique est un partenaire de taille sur le plan humanitaire. Le financement aux acteurs humanitaires internationaux permet de proposer

une réponse efficace et flexible aux besoins du terrain.





Santé



La santé est un secteur essentiel pour la coopération belge au Burundi. Les appuis se basent sur les priorités du pays à travers le renforcement des capacités du secteur et de la qualité des soins. Enabel œuvre tant à la digitalisation du système d'information sanitaire, qu'à la construction et la réhabilitation des infrastructures, l'octroi d'équipement sanitaire et au déploiement de

la chirurgie de district. Les ONG belges sont également très actives dans ce secteur. Leurs actions répondent à des besoins spécifiques au profit de la population. Ces appuis visent entre autres la lutte contre la tuberculose et la lèpre, l'accès à la kinésithérapie, les premiers secours, la santé mentale et les mutuelles de santé.

Grâce au soutien de la Belgique, 14 centres et services de réadaptation ont été créés dans les hôpitaux du pays. Environ 10.000 personnes ont reçu des soins de kinésithérapie en 2020 dans les centres et services créés. Par ailleurs, 36.222 patients tuberculeux ont été dépistés et mis sous traitement en 5 ans ; 33.324 sont guéris. Pour la lèpre, 1.139 nouveaux patients atteints de lèpre ont été dépistés en 5 ans.

Education, Recherche et innovation

L'éducation est une autre priorité de la coopération belge. Un premier aspect de cet appui est mis en œuvre par Enabel à travers deux programmes. Le premier est un appui complémentaire à la formation professionnelle et technique. Il donne des perspectives professionnelles aux jeunes dans les emplois de type « ouvriers, artisanaux et de service ».

Le second vise à appuyer le secteur de l'enseignement post-fondamental par le renforcement des compétences en ressources humaines. La Belgique apporte également un appui au niveau universitaire : des instituts d'enseignement supérieur ont été soutenus dans leur mission d'éducation, de recherche et de contribution à la société.



Ces dernières années, grâce au soutien de la Belgique, près de 9.500 jeunes ont appris un métier, plus de 4.500 autres ont pu suivre un stage d'insertion professionnelle et près de 25.000 enseignants pour la 2ème, 3ème et 4ème année secondaire ont été formés.



Femmes, jeunes et société civile

La Belgique finance des programmes pour promouvoir les droits des femmes et soutenir les jeunes. Ils permettent la création de structures communautaires durables et participatives et contribuent entre autre à la protection et à l'amélioration de la qualité de la vie des enfants les plus vulnérables. Cela est possible grâce à notre appui à la réalisation des droits, la prévention des conflits et le règlement pacifique de ceux-ci. De plus, ces programmes contribuent à la lutte contre les violences domestiques faites aux femmes et à leur renforcement socio-économique.

Grâce au soutien de la Belgique, plus de 20.000 enfants à risque ont bénéficié d'un soutien approprié en matière de prévention ou de réponse de protection. Plus de 35.000 orphelins et autres enfants vulnérables ont reçu des soins de base, du matériel scolaire et des soins de santé de la part des membres des communautés regroupés en Groupes de solidarités d'épargne et de crédits. Enfin, plus de 130.000 personnes ont été sensibilisées à leurs droits, à la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes ou encore à la prévention et la résolution des conflits fonciers.

Protection sociale et résilience

D'autres interventions de la solidarité belge comprennent des programmes soutenant la création d'emplois décents, le droit au travail, la protection sociale et le dialogue social. Le

renforcement de la résilience des populations au Burundi et l'amélioration de l'accès durable à l'eau ne sont pas non plus laissés de côté.



Coopération Allemagne - Burundi

L'Allemagne est un partenaire indéfectible au Burundi. Les domaines prioritaires de la coopération germano-burundaise au développement sont situés dans les secteurs de la santé, l'eau et l'assainissement, la nutrition et sécurité alimentaire, l'éducation et la cohésion sociale.

Ces programmes sont exécutés par des partenaires nationaux, internationaux, des agences des Nations Unies et des organisations de la société civile.





Santé



La forte croissance démographique au Burundi est l'un des plus grands défis au développement économique et social. L'objectif du programme allemand de coopération technique, qui touche environ 2,3 millions de personnes, est d'améliorer la qualité des soins de santé de la population, notamment le renforcement des structures de santé dans le domaine de la planification familiale, de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR).

Le programme a notamment permis d'établir un dialogue entre les chefs religieux et le personnel de santé sur les défis démographiques et d'organiser des séances d'information sur la santé reproductive dans les écoles confessionnelles.

Dans le cadre du Partenariat Public Privé, l'hôpital KIRA, avec ses 8 hôpitaux partenaires bénéficie d'un soutien de 1.909.000 € pour la lutte contre la Covid-19 et agrandir sa structure et former son personnel.

Le programme de coopération financière soutient, par le biais de l'ONG Cordaid (en collaboration avec d'autres donateurs tels que la BM, l'UE et Enabel), le « Financement Basé sur la performance » des centres de santé. L'accent est mis sur les SDSR et la santé des enfants.

Eau

Dans le cadre de la coopération technique, un fournisseur urbain et une centaine de municipalités dans les zones rurales ont été conseillés sur la gestion des systèmes d'eau potable (GIZ). Le projet s'est achevé en décembre 2021. En outre, les fournisseurs d'eau urbains et ruraux sont formés dans le domaine de la protection, de l'exploration et de l'utilisation des ressources en eau souterraine (BGR).

Dans le cadre de la coopération financière, le programme d'eau, d'assainissement et d'hygiène avec IRC contribue à l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'eau potable



et de l'assainissement ainsi qu'à l'éducation à l'hygiène de la population dans certaines communes des provinces de Gitega et Muyinga.



Champs d'action divers



Le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) est actuellement actif :

- Dans le domaine de la gestion de l'eau et des sols dans les régions fréquemment sinistrées du Burundi en vue de faire accéder à la sécurité alimentaire et la résilience des petits agriculteurs face aux effets négatifs du changement climatique ;
- Dans le cadre d'un fonds de coopération technique pour la cohésion sociale, afin de soutenir la société civile burundaise, y compris les médias.

Sécurité alimentaire et aide transitoire

Initiative spéciale « Un monde sans faim »

L'initiative spéciale «Un monde sans faim» met en œuvre un programme de l'UNICEF et du PAM dans le domaine de la sécurité alimentaire (fin en 2023).

L'aide à la transition finance notamment des programmes de l'UNICEF, du PAM, du HCR et de la Deutsche WeltHungerHilfe dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Engagement Global

Engagement Global est une S.A.R.L., dont

l'unique actionnaire est la République fédérale d'Allemagne, représentée par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement. Engagement Global apporte un soutien financier aux projets de politique de développement.

Actuellement 19 projets de la société civile sont en cours de réalisation, principalement dans le domaine de la sécurité alimentaire, de l'accès à l'eau potable et de la protection durable des ressources par la création de possibilités de revenus pour les jeunes.

Prévention de crise et aide humanitaire

A part le soutien du BMZ, le Ministère des Affaires Etrangères finance plusieurs programmes de la société civile dans le cadre de la consolidation de la paix, de la stabilité et de la prévention de crises.

l'aide humanitaire dans le monde. Au Burundi, le gouvernement fédéral n'intervient pas directement, mais soutient des projets des organisations humanitaires des Nations-unies ainsi que du mouvement de la Croix-Rouge et des ONG allemandes.



Partenariat Bade-Wurtemberg et Burundi

Depuis plus de 30 ans, les relations de partenariat entre les habitants de l'état du Bade-Wurtemberg et du Burundi constituent un pont au-delà des frontières et des distances. Nées dans les années 1980 avec l'idée d'un partenariat parlementaire, les initiatives de partenariat de la société civile, de l'Église du Bade-Wurtemberg sont aujourd'hui nombreuses. Celles-ci sont regroupées sous la responsabilité du Centre de Compétence du Burundi, que la SEZ (Stiftung Entwicklungszusammenarbeit) a mis en place pour encourager l'échange, le renforcement du dialogue et le réseautage.

A travers le programme bwirkt!, Bade-Wurtemberg soutient des projets de développement à but non lucratif au Burundi par des organisations burundaises et/ou avec des institutions et organisations du Bade-Wurtemberg. L'objectif est de renforcer l'engagement, les partenariats et la mise en réseau des acteurs de la société civile burundaise et du Bade-Wurtemberg. Les trois priorités de financement de la ligne de financement bwirkt!Burundi sont la sécurité alimentaire, les mesures génératrices de revenus et la consolidation de la paix.

Education

Programme PASCH

« Les écoles, partenaires de l'avenir » (PASCH) est une initiative du ministère fédéral des Affaires étrangères. L'objectif consiste à éveiller et pérenniser l'intérêt et l'enthousiasme des jeunes pour l'Allemagne moderne et la langue allemande. L'initiative est mise en oeuvre en coopération avec l'Office central pour l'enseignement allemand à l'étranger, le Goethe-Institut. Au Burundi, c'est le Lycée St Esprit qui propose un enseignement qualifié et renforcé en allemand langue étrangère.

DAAD - l'Office allemand d'échanges universitaires

Le DAAD représente les universités allemandes dans le monde entier à travers 14 bureaux régionaux et 50 centres d'information. Il s'agit de



la plus grande organisation du monde œuvrant à la promotion des échanges internationaux d'étudiants et de chercheurs.

Chaque année, le DAAD à travers son bureau régional situé à Nairobi permet à des boursiers du Burundi d'étudier, d'enseigner ou de faire de la recherche en Allemagne (37 bourses en 2020).

Coopération France - Burundi

La France, à travers son Ambassade et ses différents opérateurs présents au Burundi (Agence française de développement, Expertise France, Institut français, Campus France) finance et met en œuvre des projets de coopération dans les secteurs prioritaires suivants : culture et jeunesse, éducation, santé et lutte contre la malnutrition, appui aux médias et à la bonne gouvernance.





Culture



Le canal principal de soutien de la France au secteur culturel burundais est l'Institut français du Burundi (IFB). Il est un lieu de dialogue interculturel entre le Burundi, la France et, plus largement, avec l'Union européenne (UE) et la Région des grands Lacs (RGL).

Ses missions principales sont :

- encourager et faciliter l'accès à la culture, aux savoirs et au numérique pour tous les publics,
- être un lieu offrant une programmation culturelle diversifiée et favorisant le dialogue

des cultures et l'ouverture au monde,

- dans les différents domaines artistiques, repérer les artistes burundais les plus prometteurs, les accompagner dans leur développement et les promouvoir à l'international,
- faire rayonner la langue française et la Francophonie, encourager et faciliter l'accès à la culture et aux savoirs,
- mettre à la disposition un espace attractif avec un fonds documentaire de collections diverses, à des fins d'information, de loisir, d'éducation, de culture (médiathèque),
- favoriser l'accès à l'information, former le public à son utilisation sous toutes ses formes (imprimée, numérique, audiovisuelle),
- soutenir la formation initiale, continue et l'auto-formation.

**INSTITUT
FRANÇAIS
BURUNDI**

Médias

Le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) a lancé fin 2021 le Projet d'appui à la professionnalisation des médias (PAPROM). D'une durée de 18 mois, ce projet propose une approche globale articulée autour de trois axes.

Il s'agit de proposer un appui technique aux universités pour favoriser la professionnalisation de leurs offres de formation aux métiers du journaliste et de l'audiovisuel.



Par ailleurs, différentes sessions de formation seront proposées à des journalistes de tout média, qui aborderont

tant les fondamentaux du journalisme et la déontologie que les aspects plus techniques de production. Enfin, ce projet offrira un cadre d'échanges aux journalistes et communicants des institutions publiques.



Education, Enseignement Supérieur



Twige Neza, d'une durée totale de sept ans (2019-2025), vise à contribuer à l'atteinte des objectifs d'accès, de qualité et de pilotage du sous-secteur de l'enseignement fondamental définis dans le PTE.

Il permet, d'une part, d'appuyer la préservation des acquis et du droit à l'éducation, la poursuite des avancées du secteur ainsi que la continuité du système éducatif, avec les autorités nationales et, d'autre part, de contribuer à la réduction des vulnérabilités en soutenant des initiatives ciblées, au niveau communautaire, afin d'accompagner au mieux les publics les plus vulnérables à l'inclusion dans le système éducatif.

L'Agence française de développement (AFD) soutient la mise en œuvre du Plan transitoire de l'éducation (PTE) au Burundi à travers le programme Twige Neza via une subvention du Ministère français des Affaires Etrangères et de délégations de fonds octroyées par le Partenariat Mondial pour l'Education (PME) via l'AFD en 2019 et 2021.



Gouvernance

Le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) finance le Projet d'appui à la gouvernance économique et financière au Burundi (PAGEF) en réponse à un besoin en renforcement de capacités exprimé par l'École nationale d'administration (ENA), l'Institut supérieur de gestion des entreprises (ISGE) et la Cour des comptes.

Ce projet permet d'appuyer, d'une part, l'ENA Burundi dans ses missions de formation et de suivi de la politique nationale de gestion de la performance de l'administration publique du Burundi ; de renforcer, d'autre part, l'ISGE dans sa mission de formation initiale, continue et doctorale des cadres en



charges de la gestion des finances dans les administrations ou les entreprises publiques du Burundi ; et enfin, de proposer des formations techniques à la Cour des comptes.

Ce projet a démarré en 2021 pour une durée de 18 mois.





Agroalimentaire - Nutrition



À travers le Projet de promotion de la contribution des petites et moyennes entreprises agroalimentaires à la lutte contre la malnutrition (PAGRONUT), le SCAC soutient des initiatives entrepreneuriales innovantes dans le secteur agroalimentaire au service de l'amélioration de la nutrition.

Ce projet, lancé fin 2021 pour 18 mois, s'appuie sur trois leviers :

- l'acceptabilité, à l'échelle communautaire,

des produits issus de la production des Très petites et moyennes entreprises (TPE/PME), afin qu'ils soient consommés réellement par les populations,

- l'accessibilité économique des produits nutritionnels aux populations en apportant des subventions directes accordées aux TPE/PME par le projet qui permettront de financer du matériel et des technologies adaptées et faire ainsi baisser les coûts de revient de la composante fabrication de ces produits,
- l'information, l'éducation et la communication nutritionnelle avec une campagne de promotion des productions agroalimentaires principalement dans les écoles, les centres de santé et au sein des communautés.



Santé

La France apporte un appui bilatéral mis en œuvre par Expertise France (L'Initiative).

Au Burundi, la contribution de la France permet de financer :

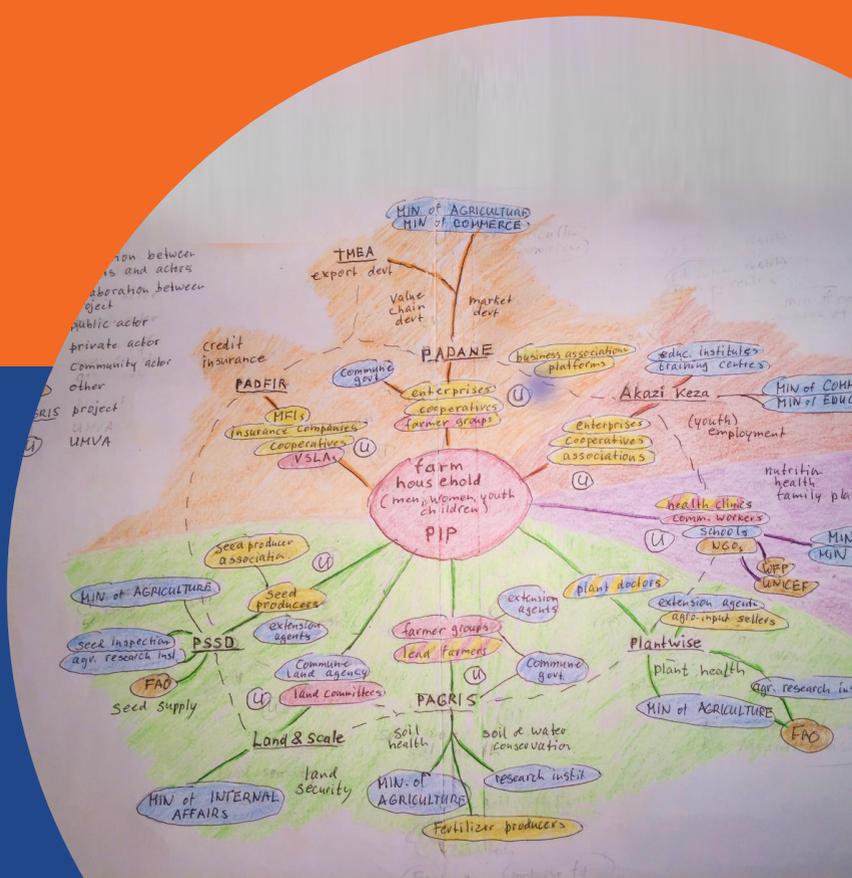
- des projets portés par des organisations de la société civile. Par exemple, un projet de réduction des risques auxquels sont exposées les personnes dépendantes aux drogues a démarré en septembre 2021,



- des assistances techniques de court terme. La France met à la disposition du Burundi une expertise technique résidente de haut niveau depuis juin 2019.

Coopération Pays-Bas - Burundi

Au Burundi, les Pays-Bas s'engagent à contribuer à la paix, à la sécurité et au développement du pays, et donc aussi à la stabilité de la région des Grands Lacs. Nous avons obtenu des résultats significatifs dans les domaines du renforcement durable des familles rurales, de la sécurité alimentaire, l'autonomisation économique des femmes et des jeunes et de la santé sexuelle et reproductive et les droits (SRHR). Enfin, le gouvernement néerlandais s'engage à renforcer la voix et la participation des Burundais à différents niveaux de la société en encourageant la gouvernance inclusive et les efforts de dialogue et de réconciliation. Les Pays-Bas collaborent avec un grand nombre d'ONG nationales et internationales et d'organisations internationales pour mettre en œuvre leurs programmes.





Sécurité alimentaire



Agriculture et nutrition

En utilisant une approche holistique, les efforts néerlandais se concentrent sur les ménages agricoles comme base de la coopération au développement.

Par le biais de divers projets, nous visons à fournir aux ménages agricoles locaux un accès direct et durable à des semences améliorées, à les appuyer dans l'amélioration de la conservation et de la fertilité de leurs sols et la protection de la santé de leurs cultures. La combinaison de ces interventions renforce la capacité des ménages agricoles à s'adapter au changement climatique.

Outre l'accent mis sur le développement agricole, les Pays-Bas soutiennent les ménages agricoles dans d'autres domaines, en améliorant leur nutrition, l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et le planning familial.

Ils bénéficient d'un renforcement de leurs compétences entrepreneuriales afin de faciliter leur intégration dans les chaînes de valeur et d'accroître leur accès aux marchés.

Depuis 2015, les Pays-Bas ont aussi financé le programme gouvernemental des cantines scolaires, à travers le PAM. Chaque année 180.000 élèves des écoles fondamentales y profitent. En encourageant les achats locaux,

le programme améliore également la situation des revenus des producteurs locaux. De cette manière, l'aide contribue également au développement.

La majorité de nos projets sont complémentaires l'un à l'autre et interconnectés moyennant une plateforme numérique, dénommée UMVA (Universal Method for Value Access), conçue et opérée par AUXFIN. Cette plateforme permet aux ménages agricoles d'effectuer des paiements des semences et intrants agricoles et d'autres transactions et d'accéder à des informations. La plateforme a déjà connecté plus de 400 milles ménages ruraux au Burundi, donnant ainsi un coup de pouce aux projets de coopération au développement connectés.



Foncier

Depuis 2009, les Pays-Bas soutiennent la prévention et la réduction des conflits fonciers par la sécurisation des droits fonciers privés, avec une attention particulière sur la promotion et la protection des droits fonciers des femmes et d'autres groupes vulnérables.



Investissement durable



Secteur privé et emploi

Les Pays-Bas soutiennent le développement des chaînes de valeur sélectionnées et le développement du secteur privé en finançant des études et des partenariats publics-privés par l'intermédiaire de l'Agence néerlandaise des

entreprises (RVO).

Les Pays-Bas contribuent également à la promotion de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes. Via une mise en place des centres d'incubation ruraux, les Pays-Bas visent à appuyer à la création de nouvelles entreprises et à la croissance des entreprises existantes.

Les Pays-Bas sont aussi impliqués dans le renforcement des institutions financières depuis 2006 jusqu'à aujourd'hui avec un appui visant à accroître l'inclusion financière des populations rurales économiquement actives au Burundi avec un focus sur les femmes et les jeunes afin d'améliorer leurs opportunités d'emploi, leurs conditions de vie et leurs résiliences face aux chocs économiques.

Secteur de la santé

Les Pays-Bas sont principalement actifs dans le domaine de la santé reproductive et droit sexuels. La demande d'accès aux moyens modernes de contraception pour les femmes et hommes, incluant les jeunes, est stimulée à travers des intermédiaires aux différents niveaux. Un programme multidimensionnel est démarré fin 2021 pour une durée de 4 ans. Nous soutenons des solutions innovantes pour la santé reproductive et l'accès aux moyens modernes de contraception, en ciblant les secteurs de la santé et de l'éducation au niveau communautaire.

Par l'intermédiaire d'AUXFIN, nous développons des outils numériques d'information sur la santé, intégrant la santé reproductive (Health Coach)



et un soutien à Bibliothèques Sans Frontières (BSF) mettant des bibliothèques numériques à la disposition des jeunes, leur permettant de s'éduquer eux-mêmes sur le sujet.



Secteur de la sécurité/justice



Gouvernance

En collaboration avec l'Organisation Néerlandaise des Municipalités, nous visons à renforcer les structures de gouvernance locale. Nous aidons les communes à formuler des plans de développement communautaire inclusifs qui constituent la base d'une confiance accrue, d'une compréhension mutuelle et d'une responsabilisation des autorités locales.

A travers l'Institut néerlandais pour la démocratie multipartite, les Pays-Bas aident les partis politiques locaux à renforcer leurs capacités dans des domaines tels que l'analyse politique, la rédaction de programmes politiques et la sélection démocratique de candidats.

En collaboration avec Interpeace, l'ambassade

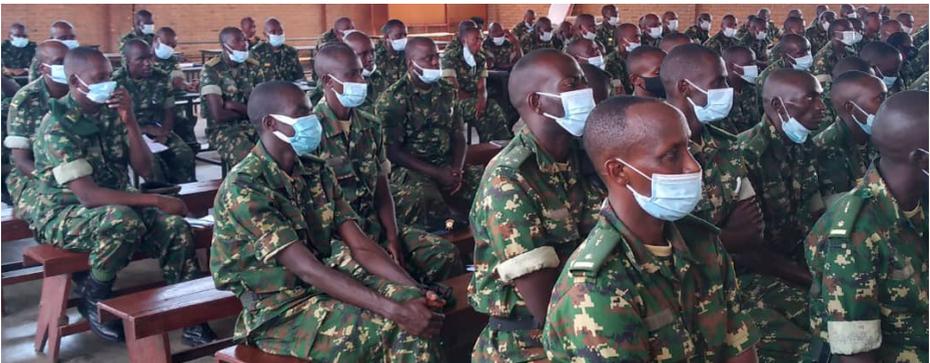
des Pays-Bas contribue à une gouvernance plus responsable et plus inclusive qui répond aux priorités locales et nationales pour la consolidation de la paix et le développement au Burundi.

Média

En coopération avec la Suisse, les Pays-Bas soutiennent différents médias au Burundi avec l'objectif général de créer un paysage médiatique plus professionnel qui informe la population et améliore la responsabilité des autorités.

Paix et réconciliation

Dans sa stratégie de renforcer l'état de droit au Burundi, les Pays-Bas financent un Projet pilote dans la province Makamba pour renforcer l'accès au droit et à la justice pour la population à base des outils numériques, une innovation dans le secteur de la Justice. Ce programme vise partiellement à l'accès facile aux informations juridiques disponible sur la Bibliothèque Juridique Virtuelle qui sera mise en place par BSF et la plateforme Auxfin (LegalCoach) qui fournira à la population et aux notables des informations juridiques simplifiées.





UE:

delegation-burundi@eeas.europa.eu
+257/22.20.22.50

Allemagne:

zreg@buju.diplo.de
+257/22.25.77.77

Belgique:

bujumbura@diplobel.fed.be
+257/22.22.61.76

France:

cad.bujumbura-amba@diplomatie.gouv.fr
+257/22.20.30.00

Pays-Bas:

buj@minbuza.nl
+257/22.25.20.55



AMBASSADE DE BELGIQUE



Ambassade
de la République fédérale d'Allemagne
Bujumbura

